

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1083** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Assemblée nationale: Mabunda, la chute

(Lire en page)

Le FCC dans l'opposition

Moïse Katumbi: «Il n'y a plus d'obstacles pour conduire une politique en faveur de la population»

(Page 12)



Le PPRD reconnaît la défaite du FCC

(Lire en page 12)

Union Européenne
La Hongrie et la Pologne sauvent le plan de relance européen post COVID de 75 milliards d'euros

(Page 9)

Ligue des champions (Page 11)
Bouenguidi Sport entre respect et envie de défier l'ogre TP Mazembe

Droits de l'homme

La Covid-19 en a rajouté à la violation

La pandémie de la Covid-19 a durablement bouleversé le mode de vie de l'humanité tout entière et eu un impact sur la situation des droits de l'homme, y compris en RDC. Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), Aziz Abdoul Thioye, l'a déclaré jeudi 10 décembre, à l'occasion de la célébration du 72e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme.

D'après Aziz Abdoul Thioye, cette pandémie a eu des effets sur les conflits. Les groupes armés par exemple ont commis de nombreuses attaques contre les populations civiles.

" De janvier à octobre 2020, le BCNUDH a documenté 6 858 violations et atteintes aux droits de l'homme à travers le pays. Ce qui représente une augmentation de 35% par rapport à la même période en 2019 ", a-t-il fait remarquer.

Selon lui, à l'instar d'autres Etats, la RDC a pris des mesures pour lutter contre la propagation



Abdoul Aziz Thioye, Directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme en RDC, lors de la conférence de presse de l'ONU du 29/01/2020 à Kinshasa. Radio Okapi/Photo John Bompengo

de la maladie.

" Les mesures de restriction prises au niveau national et provincial ont eu un impact sur les droits et libertés. Certaines de ces mesures étaient nécessaires et légitimes, conformément à l'objectif

d'endiguer la maladie et de préserver les vies humaines ", a affirmé Aziz Abdoul Thioye.

Cependant, déplore-t-il, certaines mesures de restrictions prises ont eu un impact sur les droits et libertés.

Crise politique

Le PALU aile Mayobo annonce son soutien à l'Union sacrée

L'aile du Parti Lumumbiste Unifié (PALU) que Godefroid Mayobo dirige a annoncé ce jeudi 10 décembre son soutien à l'Union sacrée pour la nation mise en place par le Président de la République, Félix Tshisekedi.

Ce soutien, explique un communiqué signé par Mayobo, ne vise aucune allégeance à "un homme, un groupe d'hommes ou un parti".

"Né pour être dans le peuple comme encadreur politique de celui-ci et aussi pour en être serviteur dévoué et inconditionnel, le PALU est prêt à prendre part à cette union sacrée non pas pour faire allégeance à un homme, à un groupe d'hommes ou à un parti mais pour répondre à l'appel du devoir pour la patrie et le peuple bien aimés", dit l'aile du PALU dirigée par Godefroid Mayobo.

Cette formation politique partage toutes les préoccupations recueillies par le Chef de l'Etat lors des consultations et énumérées dans son discours à la nation le 6 décembre dernier.

"Le PALU pense que le Président de la République a raison d'en appeler à une mobilisation générale, appelée Union Sacrée pour la Nation, de toutes les capacités

nationales pour enfin, commencer à s'attaquer de manière sérieuse à tous les problèmes de base qui empêchent la Nation congolaise de décoller et qui installent dans celle-ci la désespérance et l'absence de perspective heureuse pour son peuple", ajoute le communiqué.

Le parti appelle à ne pas mêler le discours du Chef de l'Etat aux "turbulences" qui sévissent à l'Assemblée nationale.

"Celles-ci [turbulences] ne peuvent prendre le dessus sur les propositions du Président de la République qui concernent le devenir de toute la Nation et qui n'appellent qu'à l'union, à l'intensification du dialogue interne et à la tolérance dans la paix la sécurité pour tous", conclut le PALU aile Mayobo.

Cette aile du parti du feu Antoine Gizenga avait été reçue au Palais de la Nation par le Chef de l'Etat lors des consultations. Il s'agit d'une "dissidence" qui s'est créée après le décès cette année de Lugi Gizenga, secrétaire général intérimaire du PALU qui prenait la place de son feu père. Une autre aile officielle issue de l'élection de novembre dernier est dirigée par Willy Makiashi et fait partie du Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila.

La France derrière Félix Tshisekedi

L'équipe de la riposte contre le coronavirus a rapporté mercredi 152 nouveaux cas confirmés, dont 147 à Kinshasa et 5 au Sud-Kivu. Le tout sur 494 échantillons testés. La même source renseigne qu'aucune donnée n'est disponible que ce soit pour les cas de décès et des personnes guéries.

Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 13.997, dont 13.996 cas confirmés et 1 cas probable. Au total, il y a eu 350 décès (349 cas confirmés et 1 cas probable) et 12.208 personnes

guéries. Kinshasa a connu le plus grand nombre de cas (10.686).

Les 22 provinces touchées : Kinshasa 10.833 cas ; Nord-Kivu 1.190 cas ; Kongo Central 595 cas ; Haut-Katanga 398 cas ; Sud-Kivu 371 cas ; Ituri 187 cas ; Lualaba 145 cas ; Haut-Uélé 94 cas ; Tshopo 75 cas ; Nord-Ubangi 38 cas ; Equateur 22 cas ; Maniema : 12 cas ; Sud-Ubangi 7 cas ; Tanganyika 6 cas ; Kwilu 6 cas ; Bas-Uele 6 cas ; Kasai Oriental 4 cas ; Kasai Central 3 cas ; Tshuapa 2 cas ; Haut-Lomami 1 cas ; Kasai 1 cas et Kwango 1 cas.

Tshopo

L'armée et la Police appelées à demeurer apolitiques

L'armée et la Police nationale congolaise (PNC) doivent demeurer apolitiques, loin des querelles politiciennes. Le commandant de la 31e région militaire et commandant en place dans la Tshopo, le général Benjamin William Balengele Kazadi, a formulé ces recommandations, jeudi 10 décembre à Kisangani, lors de la parade mixte au Camp Sergent Ketele.

Devant les différentes unités des FARDC et de la Po-



lice rassemblées à la parade mixte de ce matin, le commandant région a fait la restitution de la dernière réunion convoquée à Kinshasa par le Commandant suprême de l'armée et de la Police, à l'intention des hauts cadres de ces deux corps. Le général William Benjamin Balengele a tout d'abord rappelé les motivations de l'organisation des consultations présidentielles avant d'appeler les hommes sous son commandement à la discipline et au respect de leurs missions traditionnelles plutôt que de s'immiscer dans les querelles politiciennes.

" Ne vous laissez manipuler par personne, ni être tentés de vous écarter de votre mission ", a-t-il souligné à l'attention de ses troupes.

" Restez fidèle à nos mis-

sions traditionnelles, celles d'assurer la protection des personnes et des biens ainsi que de l'intégrité territoriale ", a insisté le général Balengele Kazadi.

Ces politiciens disposant des propriétés immobilières et des comptes bien alimentés dans des pays étrangers n'hésiteront pas à s'en fuir vous laissant dans les pétrins, a-t-il prévenu.

Le général Balengele Kazadi. Enfin, il a appelé les hommes en uniforme à l'amour entre eux et à l'esprit de solidarité.

Parlant de leurs conditions sociales, le Commandant région a déclaré que les autorités en sont conscientes et pourront y apporter des réponses idoines au moment opportun.

La République
2, Avenue des Entreprises, Immeuble Sema, Gare centrale, Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication
Jacques Famba

Chef de Rubrique
Béni Joel Dinganga

Collaborateurs
- Paul Eyenga
- Gaston Liyande

PAO
A. Salumu

Direction commerciale et financière
Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728

Distribution
Bertin Sefu

Images
Dieudonné Kanyinda

Coopération

La Belgique derrière les réformes induites par les consultations de F. Tshisekedi

La Belgique à travers son Ministère des Affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération au développement, a réagi suite à la crise politique actuelle en RDC. Elle veut tirer du bon dans cette situation.

" La Belgique est prête à contribuer à la mise en œuvre des importantes réformes présentées suite aux consultations menées par le Président Tshisekedi ".

Et d'ajouter : " Nous encourageons l'ensemble des acteurs à relever ce défi, pacifiquement et dans le dialogue ". Bien plus, " au regard de la situation politique en République Démocratique du Congo, la Belgique réitère sa disponibilité et son souhait de collaborer de manière durable et fructueuse ", ajoute la diplomatie belge.



Félix Tshisekedi et Alexander De Croo

Encore un voyage raté

Les deux avions affrétés par Kabila bloqués à Kinshasa

Joseph Kabila restera à Kinshasa. Il ne se rendra plus à Lubumbashi ce samedi. L'ancien Chef de l'Etat a appelé ses collaborateurs au calme, surtout ceux qui étaient déjà à l'aéroport de N'djili pour les formalités ainsi que l'équipe d'avance qui était déjà au chef-lieu du Haut-Katanga.

Selon l'entourage de l'ancien chef de l'Etat, c'est un voyage qui était prévu depuis longtemps. « Son avion, ayant fait près d'un an sans voler et avait besoin des ajustements techniques nécessitant un vol d'essai et ce vol n'a jamais été autorisé », a dit à ACTUALITE.CD un proche de Joseph Kabila justifiant l'affrètement de ces deux avions venus de Libreville.

Tout semblait se dérouler normalement jusqu'à ce que la Direction Générale de Migration (DGM) entre en jeu.

« A la DGM, ils nous ont signifié que nous ne pouvons pas quitter Kinshasa. Ils ne parlaient pas du sénateur à vie, mais de ses collaborateurs qui étaient déjà à l'aéroport. Ils ont dit que les ordres sont venus d'en haut sans donner des détails », ajoute un autre membre de la délégation.

Des sources de la RVA, ACTUALITE.CD apprend également que les plans de vol de deux avions n'ont pas non plus été signés bloquant ainsi les deux avions au sol. Tous les collaborateurs de Joseph Kabila qui devraient prendre part à ce voyage sont rentrés chez eux.

Ces événements interviennent à un jour de l'adresse de Félix

Tshisekedi à la nation après les consultations présidentielles.

ence, à la 9ème réunion du Conseil d'Administration de l'Alliance de Smart Africa.

Plusieurs points figuraient à l'ordre du jour, notamment un tour d'horizon des principales décisions relatives à la 8ème réunion du Conseil d'Administration tenue à Kigali au Rwanda le 15 mai 2019, examen de la réponse de Smart Africa à la Coopération Numérique des Nations Unies pour une Génération Sans Limites ainsi que du budget, du plan d'action 2021 et du rapport d'audit de Smart Africa.

SMART Africa, rappelle-t-on, est un engagement des Chefs d'Etat et de gouvernement africains visant à accélérer le développement socio-économique durable sur le continent, en introduisant l'Afrique dans une économie de la connaissance grâce à un accès abordable au haut débit et à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Smart Africa est une organisation créée en 2013 à Kigali (Rwanda), avec pour mission de connecter l'Afrique et d'aider les pays membres à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) par un usage optimal des TIC.

Cette réunion a connu la participation de Chefs d'Etat et de gouvernement de pays membres de l'Alliance, du Secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), de la Commissaire en Charge des TIC à l'Union Africaine, etc. ACP

Thomas Lubanga soutient les réformes menant à l'Union sacrée de la nation

Le parti politique Union des Patriotes Congolais, cher à Thomas Lubanga et ses alliés soutiennent les démarches entreprises par le chef de l'Etat Félix Tshisekedi pour avoir initié l'Union sacrée de la nation.

Dans une lettre d'adhésion dont La Voix de l'Ituri Net détient une copie depuis la matinée de ce Jeudi 10 décembre, cette formation politique encourage le premier citoyen congolais de continuer dans ses démarches qui visent l'amélioration des conditions vitales du peuple congolais.

» UPC et alliés marquent sans hésitation, leur pleine adhésion et leur soutien sans faille aux réformes entrevues notamment à celles qui ont trait au retour durable de la paix. UPC et alliés encouragent le chef de l'Etat à aller de l'avant sans se laisser

embarrasser par un juridisme stérile et de considérer que ce n'est pas l'homme qui est fait pour la loi mais la loi pour l'homme » peut-on lire dans ce document signé par Thomas Lubanga, président et autorité morale de cette formation politique.

Ainsi, l'UPC et alliés se disent prêts à mobiliser ses militants partout sur l'étendue de la République Démocratique du Congo pour qu'eux également participent massivement dans ces réformes.

Notons-le, cette mise au point de l'UPC intervient quelques jours après le discours tant attendu par le peuple congolais tenu par Félix Antoine Tshisekedi dans le cadre de compte rendu des consultations qu'il avait initié depuis le 02 novembre dernier.

L'ICCN plonge dans la gestion informatisée

L'Institut congolais pour la Conservation de la nature (ICCN) fait hisser le drapeau de la RDC grâce sa plateforme de gestion informatisée « Cites management informatic system (C.M.I.S.) » qui peut être exportée au monde grâce à son originalité, a indiqué le Directeur-coordonnateur de l'Organe de gestion de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en RDC, le Pr Augustin Ngumbi Amuri, au cours d'un atelier virtuel organisé du 07 au 09 décembre 2020 par le Secrétariat de la CITES et l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Cet atelier a porté sur les procédures douanières modernes pour un meilleur contrôle du commerce des espèces inscrites à la convention. La plateforme « C.M.I.S » est un outil informatique de haute facture conçu par la Coordination de l'Organe de Gestion CITES en RDC et exécuté par les informaticiens congolais grâce à l'appui financier de l'Union européenne à travers le Secrétariat de la CITES, a-t-il fait savoir.

Cet outil permet non seulement de contribuer à la mobilisation des recettes à travers différents services d'assiettes impliqués dans la chaîne de la CITES, mais aussi de classer la RDC parmi les 13 pays au monde et le premier pays en Afrique à utiliser une plateforme informatisée performante pour la gestion de l'ensemble du processus de délivrance des permis CITES sur les 183 Parties que compte la CITES.

Mais quant à l'émission des permis CITES

securisé par un QR CODE, la RDC est à compter parmi les 4 rares pays au monde, tel qu'il ressort du constat de cet atelier. La réforme CITES en RDC a réellement porté les fruits escomptés.

La plateforme « C.M.I.S. » qui a lancée depuis le 1er juin 2020, est tributaire des instructions données au Directeur-coordonnateur de l'organe de gestion de la CITES en RDC par le pasteur Dr Cosma Wilungula Balongelwa, Directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature, sous le leadership de M. Claude Nyamugabo, ministre de l'Environnement et développement durable, pour mettre en œuvre la vision du Chef de l'Etat de lutter contre la corruption et le trafic illicite des espèces de faune et de flore sauvages.

Le Pr Ngumbi a représenté la RDC à cet atelier en compagnie des points focaux et cadres de la Direction générale des Douanes et Accises (DGDA) et de l'Office Congolais de Contrôle (OCC).

Cet atelier a réuni plus de 200 participants issus des organes de gestion CITES et d'administrations des douanes de 35 pays sélectionnés, appelés à échanger sur des questions importantes liées à la mise en œuvre des Décisions de la Conférence des Parties à la CITES, en l'occurrence la décision 18.127 relative aux Systèmes électroniques et aux technologies de l'information et la décision 18.130 consacrée à l'Authentification et au contrôle des permis et certificats CITES, adoptée toutes à la COP 18 de la CITES tenue à Genève en août 2019. ACP

Reçue par le chef de l'Etat

Leila Zerrougui pour une résolution rapide et pacifique de la crise

Le président de la République Félix Tshisekedi a échangé le mercredi 10 décembre 2020 avec Leila Zerrougui, la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC. Les échanges entre le Chef de l'État et la patronne de la Monusco ont tourné notamment autour de la situation politique qui prévaut ces derniers temps après l'annonce par Félix Tshisekedi de la fin de la coalition Fcc-Cach, mais aussi le renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) avant le 20 décembre.

Évoquant les questions de politique intérieure, notamment le changement au niveau de l'Assemblée nationale, Mme Zerrougui a indiqué qu'il appartient aux Congolais de décider de la façon de gérer leurs institutions. « *La seule chose qui nous préoccupe est de s'assurer que cette situation ne perdure pas* », a-t-elle dit, avant d'émettre les vœux de voir la situation politique actuelle se stabiliser. « Les deux partenaires ne sont pas des ennemis mais des adversaires ; la violence doit être bannie », a déclaré la patronne de la MONUSCO.

La représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies a rappelé les défis majeurs qui



attendent la RDC notamment la gestion de la pandémie de COVID-19. Tout en affirmant avoir échangé avec l'ancienne majorité parlementaire, Mme Zerrougui se dit optimiste quant à la situation politique du pays.

Il sied de signaler que la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui a condamné les incidents violents qui ont eu lieu ces derniers jours dans l'enceinte et autour du Palais du Peuple à Kinshasa.

Dans un communiqué rendu

public ce mercredi 09 décembre 2020, Leila Zerrougui réitère la nécessité d'une résolution rapide et pacifique de la crise politique en RDC qui, si elle persistait, pourrait avoir des répercussions sérieuses sur la situation économique et sécuritaire du pays. À l'en croire, la République démocratique du Congo a besoin d'institutions stables et fonctionnelles se remettant au travail le plus vite possible et se concentrant sur le relèvement économique national et la stabilisation de l'Est du pays.

Bien avant, l'envoyée de l'ONU

en République démocratique du Congo (RDC) a appelé, lundi 07 décembre 2020, le Conseil de sécurité à encourager une résolution négociée des tensions politiques actuelles et rappelé que la protection des civils demeure la priorité centrale de la Mission des Nations Unies dans le pays (MONUSCO), dont le mandat doit être bientôt renouvelé. « La situation politique que traverse actuellement la République démocratique du Congo, est très incertaine » a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU dans le pays, Leila Zerrougui, aux membres du Conseil par vidéoconférence.

« Nous traversons malheureusement une période de tensions politiques accrues, marquée par des divergences persistantes entre les membres de la coalition au pouvoir » a ajouté Leila Zerrougui, envoyée de l'ONU en RDC

Pour rappel, après le forçage des députés pro Tshisekedi, Simon Mboso Nkodia, 78 ans, Gael Bussa, 27 ans, élu de Budjala, au Sud-Ubangi et Aminata Namasiya, 27 ans, élue de Bambesa, au Bas-Uélé, PPRD, ont été portés à la tête du Bureau d'âges de l'Assemblée Nationale.

Louis-Paul Eyenga

Nouvelle réunion entre Félix Tshisekedi et les forces armées

Félix Tshisekedi a échangé ce jeudi avec une cinquantaine des Commandants des opérations des Forces armées de la RDC (FARDC).

« Je vous ai invités pour vous écouter. Car, j'ai le souci de vous aider dans cette guerre où vos vies et celles de nos compatriotes sont en danger », a dit le Président de la République cité par le cabinet de Félix Tshisekedi.

Ils étaient venus de la 3ème zone de défense (Nord et Sud-Kivu, du Maniema et de l'ex-Province Orientale). Selon le cabinet du chef de l'État, ces officiers de l'Armée ont remercié le Commandant suprême des FARDC en lui réaffirmant leur détermination de n'exécuter que ses ordres.

Le 1er décembre, Félix Tshisekedi s'était entretenu avec le Haut-Commandement militaire élargi aux commandants des régions militaires. Selon la présidence de la République, au cours de cette rencontre, les Généraux et Officiers supérieurs des FARDC et de la Police nationale congolaise avaient renouvelé leur loyauté au Chef de l'État, leur Commandant suprême.

L'état-major Commandement des Forces armées, l'état-major Commandement de la Police nationale, les commandants des zones de défense et leurs états-majors, les régions militaires, les groupes et bases des forces navales et aériennes pour les FARDC ainsi que les inspecteurs divisionnaires provinciaux et les inspecteurs des différents services et structures de la Police nationale étaient présents dans cette salle de Congrès du Palais de la Nation. c-news

Interdiction aux Généraux de la PNC d'effectuer le déplacement d'une province à une autre sans l'aval préalable du Chef de l'État.

Communiqué

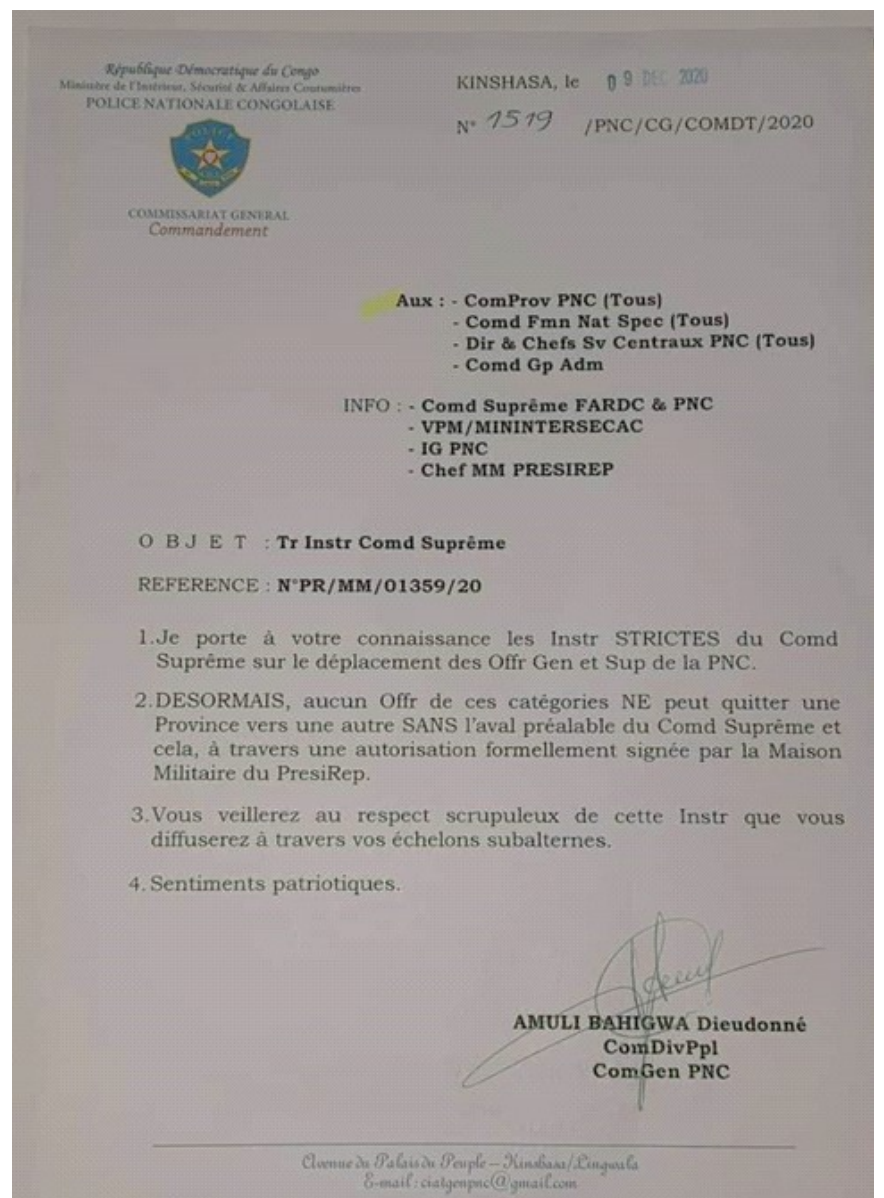
1. Je porte à votre connaissance les Instructions STRICTES du Commandant Suprême sur le déplacement des Officiers Généraux et Supérieurs de la Police Nationale Congolaise.

2. DESORMAIS, aucun Officier de ces catégories ne peut quitter une Province vers

une autre SANS l'aval préalable du Commandant Suprême et cela, à travers une autorisation formellement signée par la Maison Militaire du Président de la République.

3. Vous veillerez au respect scrupuleux de cette Instruction que vous diffuserez à travers vos échelons subalternes.

4. Sentiments patriotiques.



Contraste

Economie «relativement stable» dans un contexte politiquement instable



Le Gouvernement craint une résurgence de pression inflationniste en cette fin de l'année. Autour du Premier ministre, le Comité de conjoncture économique veille au grain pour éviter toute surchauffe sur les principaux indicateurs conjoncturels, principalement le taux de change et le taux d'inflation.

Malgré les tensions sur le terrain politique, le choc ne semble pas avoir perturbé les principaux agrégats macro-économiques. L'économie congolaise continue à résister.

C'est pour maintenir le cap que le Premier ministre, le professeur Sylvester Ilunga Ilunkamba, a présidé mardi à la Primature la traditionnelle réunion du Comité de conjoncture économique (CCE), élargie aux délégués de la FEC (Fédération des entreprises du Congo) et ceux de l'ANEP (Association nationale des entreprises du portefeuille).

Selon le vice-Premier ministre, ministre du Budget, Jean-Baudouin Mayo Mambembe, cité par la presse de la Primature, deux dossiers ont été examinés, à savoir la note de conjoncture économique présentée par la vice-Première ministre en charge du Plan, Elysée Munembwe, et le dossier du secteur minier soutenu par le ministre Willy Kitobo Samsoni.

En ce qui concerne la note de conjoncture économique, le Comité de conjoncture économique a noté que « le cadre macroéconomique reste stable dans l'ensemble ». « Cela est d'autant plus encourageant que le Gouvernement central est appelé à soutenir ces efforts. Les membres du CCE ont observé quelques accélérations du rythme de formation des prix des produits sur les marchés dû aux mouvements spéculatifs qui accompagnent les fêtes de fin d'année », a déclaré le VPM au Budget. Toutefois, le Gouvernement a promis de « veiller pour contenir tous ces mouvements spéculatifs afin que le cadre macroéconomique ne vole pas en éclats ».

Faisant le point de la situation sur le marché monétaire, les membres du Comité de conjoncture économique ont constaté « avec satisfaction que le taux de change est resté stable », malgré quelques fluctuations à l'officiel à moins de 10%, contre une nette stabilité au parallèle. « Ce qui est encourageant », s'est félicité le VPM Mayo.

La note de conjoncture économique a également abordé la question de la dégradation des routes d'intérêt national situées dans l'Est de la RDC, notamment celle de Mambasa, dans la province de l'Ituri, qui nécessite une réhabilitation pour la bonne

exploitation des produits agricoles comme le café et le cacao.

Pour ce qui est du deuxième dossier qui touche au secteur minier, le Comité de conjoncture a retenu une nette augmentation de la production, malgré une baisse relative des exportations des produits miniers du fait de la politique de reconstitution des stocks opérée par les sociétés minières.

Toujours est-il que le Comité de conjoncture a souligné l'embellie des cours de certains métaux sur le marché international. Ainsi, le cuivre a dépassé la barre de 7.500 Usd la tonne et le cours du cobalt s'est aussi stabilisé sur le marché international. Le ministre des Mines a été chargé de suivre cette situation liée à la production ainsi que celle des exportations desquels dépendent les taxes et autres redevances liées à l'État congolais.

Contrôler la 2ème vague de Covid-19

Si l'économie de maintient, le Comité de conjoncture économique a exprimé de vives inquiétudes sur la percée de la deuxième vague de Covid-19 qui a finalement atteint la RDC. A cet effet, le Comité a recommandé à la population de respecter toujours les gestes barrières pour limiter la propagation de cette pandémie.

A ce propos, il y a lieu de rappeler que le Premier ministre, en sa qualité du président du Comité multisectoriel de la riposte à la Covid-19, avait présidé, le lundi 7 décembre 2020 à l'hôtel du Gouvernement, une séance de travail sur la situation épidémiologique du fait de la 2ème vague de cette pandémie en RDC.

Selon le ministre d'Etat à la Communication et Médias, Jolino Makelele, qui a fait le point de cette séance, il s'est agi de faire des appréciations sur l'évolution de la Covid-19 en sa 2ème vague. Il a été noté au cours de cette réunion que les mesures à appliquer sont à prendre de toute urgence étant donné que le taux de contamination augmente de jour en jour. Les membres du Comité multisectoriel de la riposte contre la Covid-19 ont proposé d'autres mesures complémentaires qui pourraient accompagner celles qui ont été déjà prises. Les propositions ont été soumises au chef de l'Etat pour son approbation.

Le Comité multisectoriel a souligné l'urgence de renforcer « des mesures contraignantes » pour les voyageurs qui viennent de l'étranger.

Econews

La quatrième édition de la Conférence minière reportée à cause de la covid-19



Initialement prévue du 14 au 16 décembre 2020 à Kisangani, la Conférence minière n'aura plus lieu cette année.

Cette annonce a été faite par le Conseiller principal du Chef de l'Etat chargé des questions des Mines, Ablavy Eboma.

Selon la Présidence de la République, la cause de ce report n'est autre que la pandémie de covid-19 avec le nombre de cas qui ne cesse d'augmenter pendant cette deuxième vague en République Démocratique du Congo.

Toutefois, le conseiller Eboma rassure que les accréditations continuent, malgré le report. Chaque délégation est invitée à garder son invitation.

Ces assises devraient réunir les opérateurs économiques évoluant dans le secteur de mines, les membres du gouverne-

ment sectoriels, le gouvernorat local, les partenaires et investisseurs, les médias et autres membres de la société civile.

Cette conférence minière est importante en ce qu'elle devrait se tenir dans un moment crucial où le pays se relève petit à petit des effets négatifs de la covid-19 sur son économie.

Autant, ces assises seraient une occasion de débattre sur les mesures à préconiser pour booster le secteur minier dans la période post covid-19.

Au sujet de trois précédentes conférences, la première a eu lieu à Kolwezi ; la deuxième à Lubumbashi et la troisième à Goma. Et la quatrième qui vient d'être reportée devrait avoir lieu à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo.

Nadine Fula

Deux responsables de la DGI arrêtés pour corruption



La Police judiciaire des parquets a arrêté deux responsables à la Direction générale des impôts (DGI). Il s'agit de MM. Walence Radjabu Djuma et Delphin lyonda Is'lkamba. Dans un communiqué publié ce mercredi 8 décembre 2020, la Police judiciaire des parquets dit les poursuivre pour corruption.

En effet, ils ont refusé de traiter " volontairement " et dans les délais légaux, le dossier fiscal de Vodacom Congo ; dont le directeur financier est sous mandat d'arrêt provisoire au Parquet général, près la Cour d'appel de la Gombe.

M. Wallence Radjabu est chef de bureau Contrôle à la Division contrôle fiscal de grandes entreprises. Delphin lyonda est lui vérificateur polyvalent. Leur refus de traiter le dossier Vodacom a fait perdre au Trésor public plusieurs milliers de dollars de recettes pour les exercices 2014, 2015 et

2016. Si pour ces trois années le montant exact n'est pas communiqué, l'inspection générale des finances (IGF) indique que pour 2017; le manque à gagner est établi à plus ou moins 100 millions USD.

Outre le dossier Vodacom, M. Walence Radjabu et Delphin lyonda ont aussi falsifié des dossiers de comptabilité pour plusieurs entreprises; dont Kibali Gold Mine (KGM) et la Société d'exploitation de Kipoi (SEK).

En 2015 par exemple, KGM qui produit de l'or a signalé un bénéfice imposable " nul " à la DGI. Mais la maison mère donne un bénéfice de plus de 358 millions USD.

Pour la SEK, elle a prétendu n'avoir rien produit et rien vendu en 2014, alors que les chiffres d'affaires pour cette même année étaient de plus de 57 millions USD.

RO

Kinshasa**Début de l'opération d'identification automatique des taxis**

Le ministère provincial des transports et voies de communication en partenariat avec l'entreprise HOJA HN Holding a lancé l'opération d'identification autonome des taxis, taxis-bus et grands véhicules en vue de prévenir contre les risques d'enlèvement dont sont victimes les habitants de la ville de Kinshasa lors d'une cérémonie organisée mercredi, à l'hôtel du Gouvernement provincial de Kinshasa dans la commune de la Gombe.

Le ministre provincial des Transports et voies de communication Jean Mbokoso Amusu a invité les propriétaires des taxis, taxis-bus, les chauffeurs et d'autres voitures à procéder à l'identification numérique qui court de décembre 2020 jusqu'à février 2021 d'où débutera le contrôle suivi des sanctions.

Les actes d'identification des véhicules de transport en commun tombent caducs à partir du lancement de l'opération d'identification autonome, numérique en partenariat avec l'entreprise HOJA HN Holding.

Mme Ursula Ndombele, présidente de HOJA HN Holding a noté que son entreprise qui a signé un partenariat avec l'hôtel de Ville de Kinshasa vise à assurer le niveau maximal de sécurité pour les usagers de transport en commun en checkant au loin avant de monter dans un taxi moyennant son smartphone à partir du code 0002AP par une saisie manuelle pouvant fournir des informations nécessaires sur le véhicule, le chauffeur et le propriétaire et permettre du coup aux autorités compétentes d'intervenir rapidement.

Mme Ursula Ndombele a insisté pour chaque citoyen de s'imprégner des opérations d'identification autonome numérique en vue d'auto vérifier avant de prendre un taxi moyennant paiement d'une somme allant de 30 dollars américains à 35 et 40 dollars américains pour le taxi, taxi-bus et grands véhicules. Tandis que, les dispositifs sécuritaires pour les voitures personnelles coûtent 100 dollars américains.

ACP

Ituri**Plaidoyer pour le changement de la tenue des FARDC**

Un rescapé de l'incursion de la milice chini ya kilima dans la région de Bukela la nuit du jeudi au vendredi dernier aurait affirmé que tous ces renégats étaient tous habillés en tenue similaire à celle de nos Forces Armées de la RDC, vous l'avez certainement lu dans nos précédents articles.

Face à cette confusion vestimentaire qui se crée dans l'intellect de la population, un député provincial propose le changement de la tenue militaire comme piste de solution.

Jean-Bosco Assamba se soucie du fait que la population locale ne sait plus distinguer un militaire vis-à-vis du milicien.

" Comme on avait fait à Beni avec l'avènement ADF qui était aussi habillé à des

tenues comme celles des FARDC, nous voulons également que le gouvernement change la tenue portée par nos militaires pour lever l'équivoque qui règne dans le chef de la population dans la distinction de l'armée et de l'ennemi ", a dit cet élu de Bunia dans une interview exclusive avec lesvolcansnews.net

Ce dernier a profité de l'occasion pour demander au ministre national de la défense de renforcer le nombre des militaires en province de l'Ituri pour le rétablissement de la paix.

Pour rappel, cette incursion signée chini ya kilima avait coûté la vie à plus de 20 personnes et 5 autres sont portées disparues.

«Mille Tours» et son secrétaire arrêtés par l'armée

Les Forces Armées de la RDC ont capturé, mardi 8 décembre, le chef Maï-Maï dénommé Mille Tours à Manyama, près de Biakato, en chefferie de Babila Babombi, au

sud du territoire de Mambasa, en province de l'Ituri.

Cette information est confirmée à Actu30.cd par l'administrateur du territoire de Mambasa. Koma Kokodila précise que la capture de ce chef milicien a été rendue possible grâce à la collaboration de la population locale.

" Le chef Maï-Maï Mille Tours et son secrétaire ont été arrêtés par l'armée. Il a été arrêté dans le village Manyama, c'est à quelques kilomètres de Biakato. Il est présentement entre les mains de l'armée et nous pensons que la justice militaire va s'occuper de lui ", fait-il savoir.

Il rappelle que c'est ce chef milicien qui avait lancé plusieurs attaques contre les équipes engagées dans la riposte contre la maladie à virus Ebola, ainsi qu'à la base de l'Organisation Mondiale de la Santé, (OMS) dans les localités de Lwemba et Biakato, toujours au sud de Mambasa.

Anderson Shada Djuma

Nord-Kivu**La MONUSCO dote d'un bâtiment administratif la commune rurale de Kibumba**

(Image d'illustration) Cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment spécialisé (urgences et Néonatalogie) et le prolongement de la salle d'accouchement financé par la MONUSCO au centre hospitalier de référence de la Police nationale congolaise (PNC)/ Camp Munzenze, le 25 novembre 2020 à Goma. Photo MONUSCO / Myriam Asmani

Le bâtiment administratif de la commune rurale de Kibumba, à environ 25 Km au Nord de Goma, a été inauguré et remis officiellement mardi 8 décembre aux autorités municipales.

Ce bâtiment construit et équipé entièrement par la MONUSCO, est long de 18 m sur 5 m de largeur.

Il est peint entièrement en couleur vert foncé et comprend cinq pièces dont une salle des réunions, un bureau pour le bourgmestre de la commune avec les trois autres pièces qui vont désormais abriter les différents services administratifs ainsi que le commandement de la police.

L'ouvrage est aussi doté de quatre latrines modernes alimentées par un tank d'eau de deux mille litres.

Le bourgmestre de commune rurale de Kibumba, Boniface Kagumio a remercié

la MONUSCO en reconnaissant que ce bâtiment vient atténuer le calvaire des agents et fonctionnaires affectés dans cette municipalité :

« C'est pour nous un sentiment de satisfaction car ce bâtiment qui a été construit par la MONUSCO. On travaillait dans des mauvaises conditions parce que c'était une chambre mise à notre disposition »

Financé à hauteur de 50 000 USD par la MONUSCO dans le cadre des projets à impact rapide, à travers sa section des affaires politiques, ce projet a été exécuté par l'ONG Synergie des travailleurs pour le développement intégral (STDI).

La cérémonie s'est déroulée en présence du bourgmestre de Kibumba entouré de ses agents administratifs ainsi que la délégation de la MONUSCO, conduite par le chef de section des affaires politiques.

Singilili : affrontement entre FARDC et un groupe Maï-Maï

Le village Miriki dans le sud du territoire de Lubero. Photo Radio Okapi Marc Maro Fimbo

Des affrontements ont eu lieu mardi 8 décembre entre les FARDC et un groupe Maï-Maï à Singilili, une localité située dans le secteur de Bapere, en territoire de Lubero (Nord-Kivu).

D'un côté, la société civile affirme qu'il s'agit du groupe Maï-Maï dénommé Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC) basé à Mambembe, qui est allé combattre ce nouveau groupe Maï-Maï basé à Singilili.

De l'autre côté, toutes les sources officielles de la région parlent d'une attaque lancée par les FARDC.

Le Chef du secteur de Bapere, Kombi Nepanepa, indique que des militaires FARDC sont allés déloger ces hommes lourdement armés, après l'alerte sur leur instal-

lation à Makumbo et Singilili, il y a de cela quelques jours.

Kombi Nepanepa ajoute que ces Maï-Maï sont actuellement en débandade, et un calme relatif est revenu dans la zone.

Le porte-parole des opérations Sokola1, le lieutenant Antony Mwalushay, confirme ce combat mené par les forces loyalistes et promet de communiquer le bilan plus tard.

Dans l'entre-temps, le président de la société civile de Bapere, Mumbere Kaitchupa, déplore le déplacement des habitants de Singili en majorité cultivateurs, vers Liboyo et Kambau dans la même entité de Bapere, et d'autres sont allés jusqu'à Kantine, dans le territoire de Beni voisin.

Cyrille Kileba appelle les Éditeurs à plus d'engagement dans la défense de l'organisation

Le président de l'Association nationale des éditeurs de la RDC (ANECO), Cyrille Kileba, a appelé les Éditeurs à plus d'engagement dans la défense de l'organisation et à plus de sacrifice pour cette maison commune. Ce, au cours d'une cérémonie organisée le mercredi 9 décembre 20 au salon Virunga de l'Hôtel Memling de Kinshasa.

« Notre responsabilité en tant que patrons de presse est de faire vivre intellectuellement, matériellement et économiquement les supports que nous avons créés et/ou que nous gérons. Plus nous serons engagés à défendre l'ANECO,

plus fort elle défendra nos intérêts et plus forts nous serons dans la diversité de nos projets éditoriaux », a déclaré le président de l'ANECO.

Il a souligné qu'à l'heure de la mutation numérique qu'il envisage comme une de ses actions à la tête de l'ANECO, il compte beaucoup sur l'appui des partenaires qui sont notamment l'Union européenne, l'UNESCO, Internews, Coopération japonaise, la Chine et bien d'autres.

Le président de l'ANECO a aussi invité les Éditeurs à rétablir la dignité des journaux congolais car, dit-il, ceci



est le leitmotiv de son mandat à la tête de l'association. Cette dignité, poursuit-il, passe notamment par la nécessaire monétisation. Il s'agit de voir comment aider les journaux, à faire de l'argent qui profite à leurs patrons et à l'ensemble de leur personnel.

De son côté, le représentant du ministre de la Communication et Médias, Tshamala Patrick, a évoqué le dysfonctionnement de la presse avant d'annoncer l'organisation des états généraux de la presse devant

permettre de réfléchir aux problèmes des médias.

Ci-dessous, la composition du nouveau comité directeur de l'ANECO : - Président : Cyrille Kileba ; 1ère V/P : Mme Ruth Ngwaza ; 2ème V/P : Jacques Famba ; Secrétaire général : Victoire Eyobi ; Conseiller général : Bondo Nsama.

Il convient de rappeler que Cyrille Kileba a été élu le 29 juin dernier en remplacement de son prédécesseur André Ipakala.

Alexis



Enjeux politiques

La LUCHA contre les démarches violentes

Le mouvement citoyen, la Lutte pour le Changement (LUCHA) a fixé l'opinion publique par rapport aux récents événements survenus au sein de la chambre basse du Parlement.

Dans un tweet de ce mercredi 09 décembre 2020, la Lucha condamne la violence orchestrée par les différents partis politiques bien identifiés, laquelle s'est accentuée au lendemain du discours du président Félix Tshisekedi. Ce mouvement de la Non-violence appelle la présidence de la République à ne pas cautionner les démarches violentes. Pour la LUCHA, la compétition politique ne doit se faire que dans le cadre constitutionnel et cela avec des méthodes républicaines.

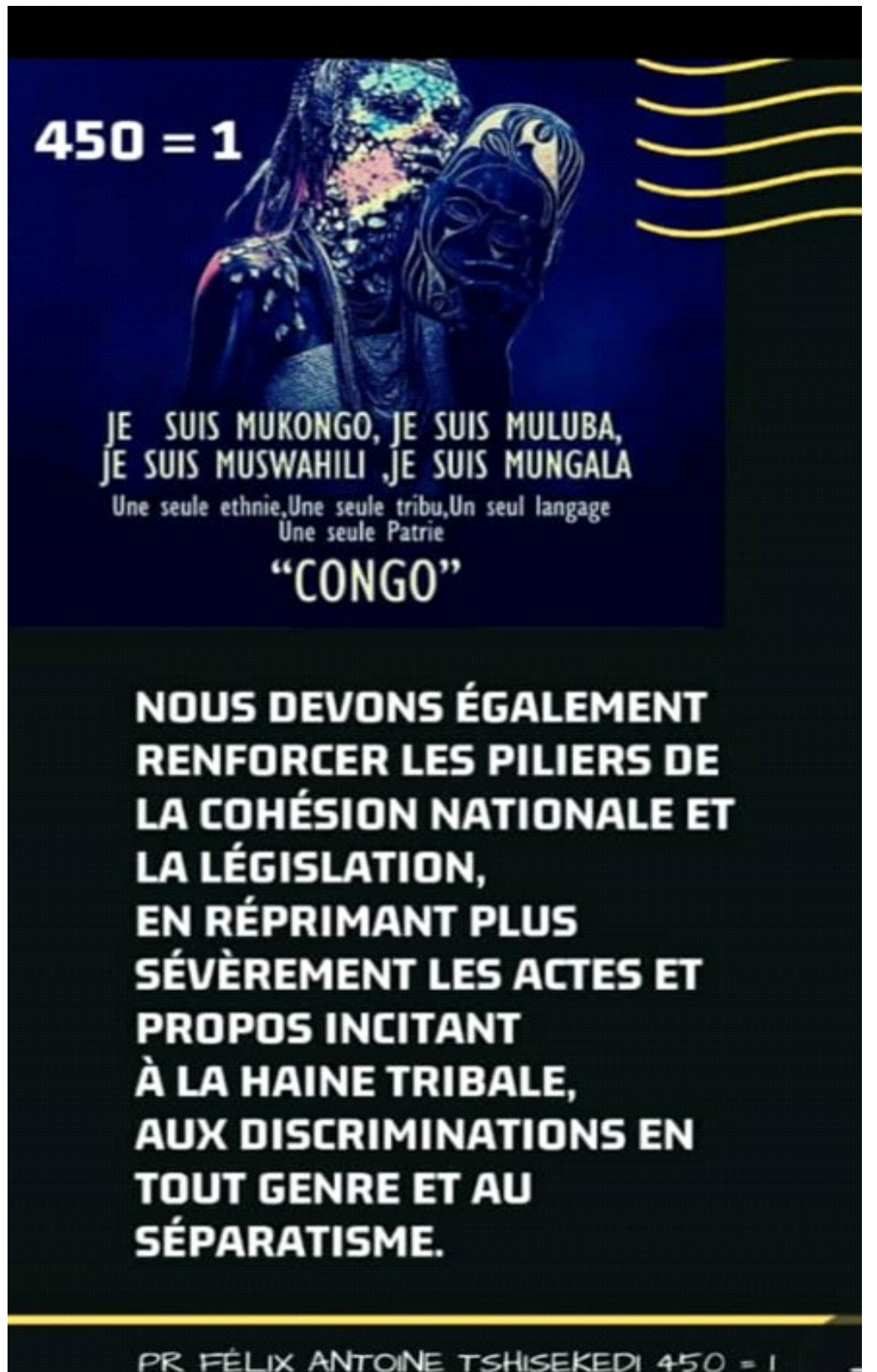
« Nous condamnons la violence d'où qu'elle vienne. Nous appelons la Présidence de la RDC à ne pas cautionner les démarches violentes », a tweeté la LUCHA. Et d'insister : «



La compétition politique ne doit se faire que dans le cadre constitutionnel et avec des méthodes républicaines ».

Rappelons que les journées de lundi 07 et mardi 08 décembre 2020, des violentes confrontations entre les militants de l'UDPS et ceux du PPRD ont éclaté aux alentours de l'hémicycle alors qu'à l'intérieur les élus du CACH se sont opposés à la tenue de la plénière renversant des meubles et autres.

LR



Kinshasa: scènes de violence à l'Assemblée nationale

Pauvre démocratie congolaise ! Malmenée, truquée, prise en otage entre l'ancien et le nouveau président, entre la lettre des textes et l'esprit du changement auquel le peuple aspire, la voici désormais témoin d'échauffourées dans le lieu même qui devrait l'abriter, l'Assemblée nationale !

Durant deux jours en effet on a vu les « honorables », s'empoigner, tempêter, appeler à la rescousse militants et troupes de choc, casser du mobilier, la palme revenant à Jean Marc Kabund, secrétaire général de l'UDPS et commandant en chef des « parlementaires debout », inlassables deviseurs de la rue, et les « wewas », les taxi moto montés du Kasaï pour gagner leur vie dans la capitale. Le premier jour, on a vu des scènes de casse, le deuxième, des armes blanches ont été brandies... Au lendemain du discours du président Tshisekedi annonçant qu'il mettait fin à la coalition nouée voici deux ans avec Joseph Kabila et nommait un « informateur » chargé de lui présenter une nouvelle majorité, on savait que les cartes allaient être rebattues

: le premier Ministre Ilunkamba, sommé de présenter sa démission, devait se préparer à être remplacé, de grandes manœuvres de débouchage –financier-, de séduction –politique- de persuasion –idéologique- (choisissez la case à cocher...) allaient être déployées afin de détrôner la coalition FCC (Front commun pour le Congo) bétonnée par Kabila et lui permettant, grâce à ses 338 députés contre 47 à la coalition de Tshisekedi, de contrôler le système et de paralyser le tenant du pouvoir suprême. Outre d'éventuels transfuges sortis des rangs « kabilistes », d'autres partis et d'autres leaders allaient être approchés, Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi, Martin Fayulu. Des ténors certes, eux aussi positionnés en prévision des élections de 2023, mais peut-être circonspects face à un Tshisekedi venant de renier l'alliance conclue voici deux ans et donc capable de récidiver à leurs dépens.

Si l'affrontement s'est déroulé au Palais du Peuple, c'est parce que la présidente de l'Assemblée, Mme Jeanine Mabunda, nommée par Joseph Kabila et soutenue par la ma-

rité parlementaire, entendait organiser une séance plénière et cela alors qu'elle était visée par une procédure de destitution présentée par les anciens alliés de l'UDPS au nom d'une future « Union sacrée », une majorité alternative évoquée par le chef de l'Etat mais dont le seul défaut est de n'avoir pas encore vu le jour. Face à son refus, les chaises ont donc volé... Il est clair que si Mabunda devait tomber, d'autres piliers du FCC pourraient suivre, comme les gouverneurs de province. Un bureau a finalement été constitué, chargé d'examiner les plaintes contre la présidente. Dismas Kitenge, vétéran des luttes pour les droits de l'homme, a jugé la situation « révoltante », « conséquence des élections frauduleuses de 2018 », le politologue Jean Omasombo a qualifié le spectacle d'« indigne », craignant que l'on veuille « détruire le Parlement », même s'il souligne que le conflit était inévitable tandis qu'un autre chercheur, Wamu Oyatambwe est allé jusqu'à redouter un coup d'Etat militaire. La semaine dernière en effet, le porte-parole de la « grande muette » avait déclaré que l'armée

demeurerait fidèle à la Constitution, aux institutions du pays, ce qui avait été interprété, peut-être un peu légèrement, comme un soutien au chef d'Etat en place. Alors que beaucoup de Congolais ont été choqués par ce spectacle de violence, les capitales occidentales sont demeurées silencieuses se félicitant peut-être des lézardes dans un système Kabila qui ne les avait guère courtisées. En revanche, la représentante de l'ONU, Leila Zerroughi a mis le Conseil de Sécurité en garde contre les conséquences du conflit actuel, soulignant que le pays ne pouvait se permettre une crise institutionnelle grave.

Faut-il rappeler que si le blocage devait déboucher sur de nouvelles élections (seul moyen légal de créer une nouvelle majorité...) l'exercice coûterait entre 500 millions et 700 millions de dollars et cela alors que la nouvelle Commission électorale n'est pas encore sur pied. En ces temps de crise sanitaire, l'Europe sera-t-elle disposée à payer la facture d'un scrutin prématuré ?

Colette Braeckman

Le quitte ou double de Félix Tshisekedi

Désireux de mettre fin aux confrontations permanentes avec son allié le Front commun pour le Congo et son chef Joseph Kabila, le président Félix Tshisekedi a frappé un grand coup : après trois semaines de consultations nationales, il s'est adressé à la nation en termes solennels, annonçant qu'il allait nommer un « informateur » qui serait chargé d'identifier une nouvelle majorité. Autrement dit, après deux années d'existence, la « passation de pouvoir pacifique et civilisée » tant vantée par ses protagonistes et qui représentait une première dans l'histoire du pays a volé en éclats.

Pour justifier sa décision, le chef de l'Etat a cité les doléances de la plupart des interlocuteurs avec lesquels il s'est entretenu au cours des trois dernières semaines. Il a enregistré « l'immense douleur, doublée de révolte de ses compatriotes face à l'instabilité et la guerre qui perdure dans une partie du pays », mesuré « la soif de voir s'instaurer une démocratie exemplaire et un véritable Etat de droit ». En matière de sécurité, il a cité des propositions telles que l'interdiction d'incorporer des rebelles dans les forces régulières et surtout obtenir de la communauté internationale qu'elle soutienne l'établissement d'un tribunal pénal international et de chambres spécialisées

mixtes, poursuivre la réforme de l'armée et de la police. Tirant la leçon des entretiens menés durant trois semaines, le chef de l'Etat a conclu que l'accord de coalition FCC- Cach, (Front commun pour le Congo- Coalition pour le changement) rejeté par une grande majorité de invités n'avait pas été capable de répondre aux attentes et aux aspirations du peuple malgré « deux années d'efforts inlassables, de patience et d'abnégation. »

Autrement dit, exonérant les siens de toute responsabilité dans la crise et les blocages persistants, le chef de l'Etat a assuré que la dégradation de la situation de notre pays a été voulue et orchestrée par les « fossoyeurs de la république » et par conséquent il a décidé de lancer un grand projet de refondation, appelé Union sacrée de la nation.

Au cours des mois précédents en effet, les blocages n'avaient pas manqué, qu'il s'agisse des nominations des juges à la Cour Constitutionnelle ou à la tête de la Commission électorale indépendante sinon au remplacement de l'actuel premier ministre Ilunga Ilunkamba. A chaque fois, le FCC, une vaste et solide plate forme que Kabila avait « bétonnée » à la veille des élections du 31 décembre 2018 s'est prévalu de sa majorité parlementaire (plus de 300 députés contre une centaine d'élus alignés par Tshisekedi) pour,

sinon imposer ses vues, au moins paralyser les initiatives qui avaient pour but, il est vrai, de tenter de desserrer l'emprise que Kabila avait gardé sur les principaux rouages du pays.

Se prévalant d'une exigence qu'il assure être partagée par une grande majorité de ses interlocuteurs rencontrés, Félix Tshisekedi s'est donc senti autorisé à passer outre à l'accord passé avec Joseph Kabila en janvier 2019, lorsque le président sortant, au vu de l'échec de son dauphin Emmanuel Shadary, cherchait à négocier un accord de partage de pouvoir avec l'un des candidats de l'opposition. Rappelons qu'à l'époque, un accord s'étant avéré impossible avec Martin Fayulu présenté comme vainqueur par l'Eglise catholique, mais jugé intraitable, Félix Tshisekedi allié avec Vital Kamerhe, le président de l'Union pour la nation congolaise, avait été jugé plus conciliant. La passation de pouvoir pacifique, la première dans l'histoire du pays, avait été acceptée par l'opinion congolaise et saluée par la communauté internationale dont l'Union africaine qui avait offert le poste de vice président à Félix Tshisekedi.

Deux ans plus tard, Vital Kamerhe, le puissant directeur de cabinet de Tshisekedi, qui pensait se positionner pour les élections de 2023, a été condamné pour détour-

nement de 50 millions de dollars et le chef de l'Etat, inflexible sous son allure débonnaire, n'a pas autorisé son ancien allié à quitter le pays pour se faire soigner à l'étranger alors qu'il décline à vue d'œil. Quant aux autres « alliés » de l'époque, ils ont fait face à un lent détricotage de leur pouvoir : Jeanine Mabunda, la présidente de l'Assemblée, deuxième personnage de l'Etat, est confrontée à une tentative de destitution, des officiers proches de Kabila (souvent ex rebelles ou affairistes...) ont été mis sur la touche et les commandants en chef de l'armée, reçus par Tshisekedi, ont réitéré leur attachement aux institutions nationales, ce qui a été compris comme l'affirmation de leur loyauté à l'égard de l'actuel président.

Prévoyant de nommer un informateur, Tshisekedi a donc entrepris de se chercher une majorité de rechange, souhaitant obtenir une majorité absolue qui lui donnerait enfin les mains libres. En cas d'échec, les raisons d'une dissolution de l'assemblée seraient réunies et la voie ouverte vers de nouvelles- et coûteuses- élections. Même en supposant que ses partenaires évincés ou trahis s'abstiennent de réagir face au coup de force, Tshisekedi joue à quitte ou double...

Colette Braeckman

Union Européenne

Sommet européen, la Hongrie et la Pologne sauvent le plan de relance européen post COVID

De notre correspondant auprès de l'Union européenne,
Boole Ekumbaki

Les dirigeants européens réunis en sommet à Bruxelles ont poussé hier soir un grand ouf de soulagement. La Hongrie et la Pologne viennent de lever leur veto sur le plan de relance européen de 75 milliards d'euros. C'est étonnant ! Les sommets européens nous ont souvent habitués aux blocages, aux négociations difficiles et longues. Cette fois-ci, dès les premières heures, après l'ouverture, un accord est tombé. Il a fallu, il n'y a pas longtemps, le 21 juillet dernier, quatre jours des négociations avant l'adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement du plan de relance européen post COVID, évalué à 75 milliards d'euros.

L'exécution de ce plan a été bloquée le mois passé par Viktor Orbán et Mateusz Morawiecki, respectivement Premiers ministres de la Hongrie et de la Pologne. Les deux dirigeants de droite, se sont



mis vent debout contre la conditionnalité que le conseil européen et le parlement européen avait imposée. Dans le cadre ce plan de relance basé sur l'endettement commun, le versement des subventions aux pays durement affectés par Coronavirus était lié au respect de l'Etat de droit.

La Hongrie et la Pologne, en matière du respect de l'Etat de droit, sont les deux pays de l'Union européenne les plus critiqués. En Hongrie, les réformes qui ont été dernièrement prises par le gouver-

nement de droite ne garantissent pas l'indépendance de la justice et des médias. Les droits des minorités et les libertés individuelles dans ces deux Etats sont malmenés. C'est pour cette raison que la conditionnalité du respect de l'Etat de droit n'arrangeait pas Budapest et Varsovie. Mais face à la pression des grands pays donateurs que sont l'Allemagne, la France et les fringaux (Pays-Bas, Danemark, Suède et Autriche), Orbán et Mateusz n'ont pas renouvelé leur veto. Autrement, ils auraient pris le risque de subir des représailles dans d'autres domaines.

L'espoir revient. Le plan de relance européen de 75 milliards d'euros est validé dès le premier jour du sommet européen. Du coup, le budget européen pluriannuel 2021-2027 de 1.074 milliards d'euros est sauvé. L'Union européenne dispose maintenant des moyens pour aider les pays très affectés par le COVID-19, et financer les projets sociaux et les aides économiques.

Ghana

Nana Akufo-Addo réélu avec 51,59% des voix

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo a été réélu mercredi face à son rival politique historique qu'il affrontait pour la troisième fois, à l'issue d'un scrutin extrêmement serré.

Le chef de l'Etat, leader du Nouveau parti patriotique (NPP) remporte 51,59% des voix contre 47,36% pour le candidat de l'opposition du Congrès national démocratique (NDC), l'ancien président John Mahama.

L'annonce a été faite par la présidente de la Commission électorale, Mme Jean Adukwei Mensa, dans une vidéo diffusée en direct sur les réseaux sociaux.

Les résultats de la présidentielle ont été annoncés 48 heures après la fin du vote lundi.

Plus de 17 millions d'électeurs devaient choisir entre 12 candidats au total.

A la veille du scrutin, les deux principaux candidats avaient signé un pacte de paix, appelant leurs partisans à se ressaisir quelle que soit l'issue du vote.

Le taux de participation de cette élection est de 79%, selon la Commission électorale.

Les Ghanéens élisaient également lundi leurs 275 députés, mais les résultats de ces élections législatives n'ont pas encore été communiqués par la Commission.



Les deux principaux camps contestent une partie des résultats provisoires.

Violences électorales : 5 morts !

Cinq personnes ont été tuées et 17 blessées au cours de plusieurs incidents au Ghana depuis l'élection présidentielle de lundi, qui s'était déroulée plutôt dans le calme selon les observateurs, a annoncé mercredi la police.

«Entre 7 heures le 7 décembre (jour de vote) et 10 heures le mercredi 9 décembre, nous avons recensé à travers le pays (...) 21 incidents violents liés directement aux élections, qui ont entraîné la mort

de cinq personnes par balles», a annoncé la police ghanéenne dans un communiqué et sur son compte Twitter.

Six de ces incidents ont impliqué des coups de feu, provoquant la mort de cinq personnes et 17 blessées.

Ces violences ont éclaté lundi, jour du vote, et mardi, alors que le dépouillement se poursuivait dans les différentes régions du pays.

Les résultats du scrutin n'étaient pas encore connus mercredi midi, et le ton se durcissait entre les deux principaux candidats, qui s'accusaient mutuellement d'être «anti-démocratiques» ou de «jouer un jeu dangereux».

Côte d'Ivoire

Bédié chute sur un «dialogue national»



L'ex-président et principal opposant ivoirien Henri Konan Bédié a mis fin mercredi au régime de « transition » proclamé par l'opposition contestant la réélection du président Alassane Ouattara, proposant un « dialogue national » pour résoudre les tensions nées de la présidentielle.

« Je propose dès maintenant et urgemment, en accord avec toute l'opposition, l'organisation d'un Dialogue National ». « Ce nouveau cadre de dialogue qui verra la participation de toutes les forces vives de la Nation (...) remplace évidemment le CNT (Conseil national de transition) que l'opposition ivoirienne avait initialement proposé », a écrit M. Bédié dans une déclaration transmise aux médias.

Deux jours après l'élection présidentielle du 31 octobre, dont les résultats n'étaient pas encore proclamés, l'opposition avait proclamé un « Conseil national de transition », qui devait former « un gouvernement de transition », censé remplacer le régime d'Alassane Ouattara. Bédié, qui avait été présenté comme « président » de ce CNT par le porte-parole de l'opposition Pascal Affi N'Guessan, ne s'était jamais exprimé publiquement sur le sujet.

Le lendemain, le 3 novembre, après la proclamation de la réélection d'Alassane Ouattara pour un troisième mandat par la Commission électorale, les forces de l'ordre avaient placé sous blocus les résidences des principaux leaders de l'opposition, dont celles de M. Bédié.

Plusieurs responsables, dont Pascal Affi N'Guessan, ancien Premier ministre, et le bras droit de M. Bédié, Maurice Guikahué, avaient été arrêtés les jours suivants, et sont toujours écroués.

– Nouvelles élections –

L'élection présidentielle s'était déroulée dans un climat de tension, l'opposition ayant appelé à la « désobéissance civile » et boycotté le scrutin. Au total les violences électorales (politiques et intercommunautaires) ont fait au moins 85 morts et près de 500 blessés dans le pays d'août à novembre.

Le climat s'était apaisé après une rencontre le 11 novembre entre MM. Ouattara et Bédié.

Bédié avait cependant annoncé « suspendre le dialogue » le 20 novembre. Le parti au pouvoir avait alors répliqué en invitant

l'opposition à « cesser de ruser avec la paix ».

Dans sa déclaration ce vendredi, Henri Konan Bédié souhaite que le « dialogue national », qui devra être « encadré » par « des organisations internationales », telles que « l'ONU », aborde plusieurs « questions clés ».

Il cite « l'élaboration d'une constitution consensuelle », « la mise en oeuvre d'un véritable processus de réconciliation qui prendra notamment en compte le retour des exilés et la libération des prisonniers politiques et militaires », mais aussi « l'organisation des élections, notamment présidentielles, transparentes, crédibles et inclusives ».

Comme le reste de l'opposition, il continue à estimer qu'Alassane Ouattara, réélu pour un troisième mandat controversé sur le score fleuve de 94,27% des voix au premier tour, « n'est pas légitimement le président de la République de Côte d'Ivoire ».

– Candidature controversée –

L'ex-chef de l'Etat (1993-99) précise que « la lutte privilégiera désormais les marches et toutes les autres formes démocratiques de la résistance », annonçant d'ailleurs prochainement une « grande marche pour le dialogue et la paix ». Ouattara doit être investi lundi. Elu en 2010, réélu en 2015, il avait annoncé en mars qu'il renonçait à une nouvelle candidature, avant de changer d'avis en août, à la suite du décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

La loi fondamentale ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats, mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution adoptée en 2016, le compteur des mandats présidentiels a été remis à zéro. Ce que l'opposition a toujours contesté.

Les violences liées à la présidentielle de 2020 surviennent dix ans après la crise post-électorale de 2010-11, née du refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale face à Alassane Ouattara.

Survenant après une décennie de tensions qui avaient coupé le pays en deux, sur une ligne identitaire entre le Nord et le Sud, la crise avait fait 3.000 morts, ainsi que 300.000 réfugiés et un million de déplacés internes, selon l'ONU.

Rumba congolaise au patrimoine**Koffi Olomide : «Je ne suis pas partie prenante»**

Après son retour à Kinshasa, en provenance de la Tanzanie, l'artiste musicien Koffi Olomide a animé une conférence de presse le jeudi 3 décembre à l'hôtel Memling.

Plusieurs questions ont été abordées lors de l'échange entre le patron du « Quartier latin international » et les professionnels des médias.

Au cours cette conférence de presse, Koffi Olomide a fait savoir que l'organisation canadienne « Cent Tambours Mille trompettes », en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), lui a décerné le trophée de meilleur auteur compositeur d'expression francophone en RDC.

Par ailleurs, parlant de son concert qui était prévu au U-Arena, à Paris, Koffi Olomide a déclaré que ce concert est reporté, comme tous les spectacles prévus en Europe, à cause du Covid-19.

« Mon patron, mon producteur, est abattu puisqu'il doit refaire la promotion. Mais nous avons trouvé une date: le 27 novembre 2021. Mais dans un format de distanciation sociale ».

S'agissant du décès de sa mère, Koffi Olomide a remercié toute la presse congolaise pour tout ce qu'elle a fait pour « Maman Amy » durant cette dure période, avant de verser quelques larmes. A la question de savoir s'il avait retrouvé toute sa force pour retourner sur scène, le « Quadra Koraman » a déclaré :

« Là où elle est, elle est en train de me dire vas-y. Elle est partie, elle ne fera plus de pondu. Pour elle, je vais trouver toujours la force qu'il faut. Merci de m'avoir aidé, de m'avoir façonné. Je te dois tout maman ».

La Rumba, le Tshatsho et la musique actuelle !

B.J.D/arts.cd

Innocent Balume organise un festin à l'occasion de l'anniversaire de Rebo Tchulo

La nouvelle star de la musique congolaise venait de souffler sur ces énièmes bougies. A cette occasion, son petit ami Innocent Balume autrement dit Inness'B, a organisé un festin en son honneur dans la soirée du samedi 05 décembre dernier à Kinshasa.

Cette petite manifestation qui était filmée et diffusée dans des réseaux sociaux, a fait la joie de cette nouvelle étoile montante de la musique.

Sur ce visuel on peut voir notamment Achile Balume alias Ach'B, le frère et réalisateur de « Molodoi leader ». La joie était au rendez-vous au cours de cette soirée festive.

Signalons à cet effet, qu'au milieu de tous ceux qui ont rendu hommage à la chanteuse de mbote le jour de son anniversaire, il y a Ferre Gola et Claudia Bakisa, deux chanteurs congolais connus.

B.J.D

Moïse Mbiye leader en streams en 2020

La plateforme de streaming Spotify a dressé, ce jeudi 03 décembre, son bilan de l'année 2020 en rapport avec le nombre d'écoutes de chaque artiste. Les musiciens ont pu voir le nombre de streams cumulé au cours de cette année courante.

Pour sa part, Moïse Mbiye a récolté 3.8 millions de streams en 351.6 mille heures, 114.3 mille auditeurs dans 85 pays, selon Spotify et posté par l'artiste lui-même sur son compte

Instagram.

« 2020, une année particulière que vous avez rendu meilleur. Merci !!! Gloire à Jésus », a indiqué la Réserve de l'Éternel en légende de son post Instagram.

En 2020, le pasteur Moïse Mbiye a lancé officiellement son album « Triomphe ». Ce disque contient plusieurs titres et a été bien accueilli par les fans du chantre congolais et pasteur de l'Église Cité Bethel.

B.J.D

Le clip « Waah » de Diamond Platnuz avec Koffi Olomide bat le record en sept jours

La collaboration de Koffi Olomide avec Diamond Platnuz va de succès en succès. 7 jours après sa sortie, le clip « Waah » totalise 10 millions de vues sur la plateforme YouTube.

En effet, c'est une première en République démocratique du Congo qu'un clip atteigne 10 millions en 7 jours. Déjà 8 heures après sa sortie, la vidéo avait cumulé 1 million de vues.

De facto, il y a à ce jour, des vidéos du président kenyan, Uhuru Kenyatta circulent sur la toile, où on l'aperçoit entrain de danser sur ce titre qui a réuni le général Dangote avec le grand Moapao.

A titre de rappel, Koffi est le 5^{ème} artiste congolais avec qui Diamond a collaboré, après notamment Papa Wemba, Inness'B et Fally Ipupa.

B.J.D

Le nouveau single de Robinio «Tonight» sur le marché

Interprété depuis quelques mois sur les réseaux sociaux, le nouveau titre « Tonight » de Robinio Mundibu sera officiellement disponible sur le marché, mercredi 9 décembre prochain.

Prévu à être lancé sur les plateformes de téléchargement d'écoutes, ce morceau sera largué sur YouTube, d'après une cover annonçant ce titre, posté sur les réseaux sociaux, il y a peu.

En effet, le défenseur des vues YouTube, va devoir signer son retour après la sortie de sa chanson «Goûter» en novembre dernier.

Après avoir sorti plusieurs sin-



gles, la Panthère noire est en préparation de son nouvel album, qui va voir le jour en 2021.

B.J.D

Ligue des champions

Bouenguidi Sport entre respect et envie de défier l'ogre TP Mazembe

Le TP Mazembe Englebert est attendu en Ligue des Champions Africaine de Football la semaine du 20 décembre 2020. Exemptés du premier tour, les corbeaux feront un déplacement au match aller pour affronter au Gabon le club de Bouenguidi Sports. Au pays Ali Bongo, l'ogre TP Mazembe fait peur. « Sur le papier, nos chances sont infimes. Le TP Mazembe est un des grands clubs africains de ces dernières années. C'est la seule équipe du continent à avoir disputé une finale de Coupe du monde des clubs », a dit Brice Ondo au quotidien l'Union.

La forme du TP Mazembe et son palmarès sont autant de choses qui placent les corbeaux dans une posture de favori. Le staff technique de Bouenguidi Sport respecte toute l'institution Mazembe pour son palmarès mirifique. « Aussi le TP Mazembe possède-t-il l'un des plus beaux palmarès du football africain avec cinq Ligues des champions de la Caf (1967, 1968, 2009, 2010, 2015), trois Super coupes de la Caf, une Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe (1980) ainsi que deux Coupes de la Confédération (2016, 2017). Au-delà, et selon

mes informations, l'équipe établit plusieurs records sur le continent en devenant la première équipe d'Afrique subsaharienne à remporter cinq Ligues des champions de la CAF, seuls les clubs d'Afrique du nord d'Al Ahly et du Zamalek ont fait aussi bien ».

Les Gabonais ne s'avouent pas vaincu avant les 180 minutes de cette double confrontation. Brice Ondo n'écarte pas dans un coin de sa tête l'idée de surprendre le TP Mazembe Englebert. « Nous devons, une fois de plus, tout donner pour ne pas avoir de regrets à la fin de chaque match et espérer faire un résultat satisfaisant ». Le club vainqueur de cette oppo-



Brice Ondo, l'entraîneur de Bouenguidi Sports lors de la conférence de presse d'après-match du Tour préliminaire aller de la Ligue des champions Caf contre Forest Rangers au stade Lévy Mwanawasa

sition qui se jouera en aller et retour rejoindra la phase des groupes de la Ligue des Champions Africaine de Football et le vaincu sera déversé en barrage de la Coupe de la Confédération Africaine de Football.

Marco Emery Momo / Footrdc.com

Linafoot D1 : Renaissance a tenu tête au Tout Puissant Mazembe

Un choc intéressant opposait le FC Renaissance au Tout-Puissant Mazembe pour le compte de la 12e journée de la Linafoot D1. Au terme d'une opposition de style, les deux équipes se sont séparées sur une note d'un but partout. Moustapha Kouyaté a marqué son quatrième but de la saison.

Ce sont les Renais qui trouvaient la mire en premier. Sur une erreur de Kabaso Chongo, Waka Bofafaka récupérait le cuir pour s'en aller battre Ibrahim Munkoro à la 19e (1-0). Dans la foulée, les Corbeaux passaient à l'attaque et les assauts des hommes de Cvetkovic finissait par payer. Sur un corner tiré par Kinzumbi, Moustapha Kouyaté catapultait le cuir au fond des filets d'un coup de tête rageur (26e, 1-1). Renaissance subissait un coup dur à la 34e quand le gardien Guy Mukumi cédait sa place sur blessure à Opoundza David. En fin de première période, Tandji Mwape voyait son but de la tête être re-



fusé pour hors-jeu.

En deuxième période, les esprits s'échauffaient et Camille Bolombo, entraîneur de Renaissance voyait jaune. Les locaux mettaient à contribution Ibrahim Munkoro sans succès. En fin de match, sur un service génial de Joël Beya, Patou Kabangu envoyait un

missile sur la barre transversale (86e) Ça sera la dernière action chaude de rencontre. Ce nul ne profite à aucun des deux clubs, Mazembe reste leader avec 26 points, Renaissance fait du sursaut et reste 8e avec 14 points en égalité avec DCMP.

Iragi Elisha

FC Barcelone : Michael Zorc futur directeur sportif ?

Depuis de nombreuses semaines et la démission de Josep Maria Bartomeu à la tête du FC Barcelone, dix candidats ont présenté leur candidature et ont affirmé avoir une chance d'être nommés. Ces derniers n'en sont pas restés là et ont même dressé pour beaucoup une liste contenant des promesses sur les possibles changements à venir au sein du club en cas d'élection. Quand certains promettent de conserver Lionel Messi jusqu'à la fin de sa carrière, d'autres évoquent une potentielle arrivée de Pep Guardiola.

Plus récemment, Esport 3



rapporte que plusieurs candidats souhaiteraient également présen-

ter le directeur sportif du Borussia Dortmund, Michael Zorc, comme nouveau directeur sportif du club catalan. Aux yeux de ces derniers, l'homme de 58 ans aurait le profil idéal pour ramener le Barça au sommet, après avoir éclaboussé de son talent en réussissant à faire venir le fantasme Erling Haaland en provenance du RB Salzburg lors du dernier mercato hivernal. Une future occasion de le ramener cette fois au FC Barcelone ? Pour cela, il faudra attendre le 24 janvier prochain, date de l'élection du nouveau président des Culés. footmercato

CONVOQUÉ CHEZ LES LEOPARDS U20

Les Corbeaux à Lubumbashi sans Isaac Tshibangu

La première délégation du TPM, composée des joueurs et de membres du staff, est rentrée à Lubumbashi, ce jeudi 10 décembre 2020. Les Corbeaux reviennent dans leur nid après un séjour kinois où ils ont récolté 4 points sur les 6 en jeu.

Sur les 22 Corbeaux qui étaient dans la capitale, 21 sont rentrés à Lubumbashi pour préparer la réception de Rangers en L1 et la double confrontation face aux Gabonais de Bouenguidi en C1. Le coach Dragan CVETKOVIC, qui fait partie de cette délégation, va laisser ses joueurs au repos jusqu'à vendredi soir afin de les laisser totalement récupérer. La reprise est programmée le samedi 12 décembre à 9h00 à Kamalondo.

Un joueur va manquer les

deux prochaines rencontres. Il s'agit d'Isaac TSHIBANGU. L'ailier des Corbeaux est convoqué chez les Léopards U20. La RDC participera au tournoi UNIFFAC U20 qui se déroulera conjointement à Malabo et Rebola entre le 15 et le 22 décembre, jour de la finale du tournoi à Malabo.

Isaac TSHIBANGU a rejoint la sélection juste après le nul face au FC Renaissance. Le jeune Corbeau conduira la ligne offensive des Léopards qui se frottera à quelques poids lourds de la catégorie du football en Afrique centrale comme le Cameroun et le Congo Brazzaville. Le tournoi UNIFFAC U20 de Malabo sera qualificatif pour la CAN qui se tiendra en Mauritanie en 2021. tpmazembe.com

Linafoot D1 : Pas de duel entre Kamikazes

Le match entre l'Association Sportive Simba et le FC Lubumbashi Sport n'aura plus lieu ce jeudi 10 décembre 2020. La rencontre est repoussée ultérieurement. Les difficultés liées au flux aérien jouent un détour à la commission de gestion de la Linafoot.

Le club de Lubumbashi n'a pas pu atteindre la ville de Kolwezi dans le délai prévu indépendamment de sa propre volonté. Le match est renvoyé aux calendes Grecques. Pendant ce temps, les

deux clubs vont poursuivre leurs matchs en championnat national de football Division 1.

Les Kamikazes de l'Association Sportive Simba sont attendus dans la capitale congolaise le 14 du mois courant. Le club de Kolwezi sera reçu par le Racing Club de Kinshasa au stade des Martyrs de la Pentecôte. A Lubumbashi, les rouges et blancs joueront le FC Lupopo le samedi 12 décembre 2020.

Marco Emery Momo

V.Club - Don Bosco ce vendredi au stade des Martyrs



Le championnat national d'élite, Linafoot D1 réserve ses grandioses surprises comme toujours.

Pour ce vendredi 11 décembre 2020, deux stades du pays abriteront plusieurs matchs sensationnels.

À Kinshasa au stade des mMartyrs de la pentecôte, l'Ac Rangers accordera son hospitalité à l'AS Dauphin Noir de Goma au Nord-Kivu. Alors qu'elle revient d'une douloureuse défaite à la maison (0-1) face à Vita club, l'association sportive Dauphin Noir tentera de se venger enfin de prendre les trois points du jour. Ceci après trois sorties successives sans enregistrer la moindre victoire. La rencontre débutera à 13h30' heures

Deux heures plus tard dans les mêmes installations, l'As Vita club mouillera le maillot face au Cercle sportif Don Bosco de Lubumbashi. Un morceau dur à croquer pour les Salésiens récemment battus par le Racing club de Kinshasa, RCK (1-0).

Par ailleurs, le Sa Majesté Sanga-Balende de Mbuji-mayi sera également entraîné de croiser le fer avec la distributrice des points, Jeunesse sportive Groupe Bazano décidée à faire oublier sa série de défaites.

Pour ce rendez-vous des Anges et saints contre Guerriers de Lubumbashi, c'est le stade Kashala Bonzola qui servira de cadre à partir de 15h30' heures locales.

Cedrick Sadiki Mbala

Assemblée nationale: Mabunda, la chute

Le Fcc dans l'opposition

Après une procédure longue et éprouvante, la désormais ancienne présidente a été désavouée par la majorité des députés nationaux à l'issue d'un vote à bulletin secret. Pour 281 voix contre 200 Jeanine Mabunda n'a pas échappé à l'échafaud du Cach qui a démontré que la plupart des élus du en avaient assez de la manière dont le bureau sortant gérait la deuxième institution du pays. Ce vote sanction est une conséquence logique du discours de Felix Antoine Tshisekedi le 6 décembre dernier au cours duquel il avait mis fin à la coalition Fcc-Cach et la nomination d'un informateur pour identifier une nouvelle majorité parlementaire. Celle-ci devra travailler dans la droite ligne tracée par le chef

de l'Etat devant aboutir à la concrétisation de l'Union sacrée de la nation, sa nouvelle vision sur la gouvernance de la Rd-Congo.

La coalition Fcc-Cach appartient désormais au passé de même que les animateurs désignés sur la base de ce deal politique dont les germes congénitaux étaient fondamentalement conflictuels. Jeanine Mabunda en est la première victime. Après une résistance inutile de quelques jours durant lesquels députés nationaux et autres badauds ont été impliqués dans la violence à l'hémicycle du palais du peuple, celle-ci a vécu en live sa déchéance du perchoir de l'Assemblée nationale où elle s'était distinguée par une gestion opaque et des relations conflic-

tuelles, mieux irrespectueuses avec le président de la République. Elle respectait plus son autorité morale que sa hiérarchie institutionnelle. Comme celle de Joseph Kabila, l'arrogance de Jeanine Mabunda est tombée comme une crème glacée au soleil. Depuis le jeudi 10 décembre 2020, l'altière présidente du bureau de la chambre basse du parlement au soir est devenue une parlementaire ordinaire au sein de la plénière.

Quid ? Le Fcc est tombé victime de ses propres turpitudes. Charriant un lourd fardeau fait de crimes économiques et de sang, cette plateforme électorale montée à la veille des élections de 2018, avait cru se blanchir en signant un deal avec le président Felix Antoine Tshisekedi. Mal leur en a pris car, dans leur impatience de reprendre vite le pouvoir afin de se mettre à l'abri des poursuites judiciaires, ils s'étaient mis à vilipender le partenaire à la coalition. Ils le voulaient un béni oui-oui qui serait là pour appliquer leur politique. Que nenni ! Près de deux ans de conflits caractérisés par l'escalade verbale, des menaces et autres attaques personnelles, leur soi-disant bête a décidé de revêtir son costume de seul garant de la nation et de bon fonctionnement des institutions de la république. Après avoir annoncé les couleurs le 23 oc-

tobre 2020, Fatshi a coupé le cordon ombilical qui le liait à Joseph Kabila à travers le Fcc le 6 décembre 2020. Cette rupture, avait-il indiqué dans son discours réponse, était une constante compilée dans la plupart des memo reçus au cours des consultations qu'il avait initiées avant de prendre sa décision.

Aujourd'hui, le chef de l'Etat devrait s'estimer heureux car il ne s'était pas trompé dans ses calculs. Sa vision sur la nouvelle gouvernance devant sortir la Rd-Congo du gouffre pourra bientôt prendre forme ; il s'agit de l'Union sacrée de la nation. Les empêcheurs de tourner en rond tombent l'un après l'autre. Joseph Kabila vient d'apprendre à ses dépens qu'à malin, malin et demie. Ceux qui promettaient « apocalypse now » auront-ils appris la leçon de la déchéance de Jeanine Mabunda ? On l'espère bien pour eux, car leur majorité est passée de 330 députés à seulement 200. Par conséquent, rien ne s'opposera à la nomination d'un informateur pour identifier une nouvelle majorité parlementaire- la vraie, cette fois. Ce qui induit la chute du gouvernement Ilunga Ilunkamba. Par ailleurs, les Kabilistes devront retenir que le Congo démocratique est un patrimoine commun et non celui d'un groupe d'individus venus au pouvoir dans des circonstances que tout le monde connaît.

LR

Après la déchéance de Jeanine Mabunda

Moïse Katumbi: «Il n'y a plus d'obstacles pour conduire une politique en faveur de la population»



Moïse Katumbi, président du parti " Ensemble pour la République", a réagi après la déchéance de Jeanine Mabunda de son poste de présidente de l'Assemblée nationale.

" Félicitations aux députés pour ce vote historique. Ils ont répondu aux attentes de la population et honoré la mémoire de nos martyrs. Il n'y a plus d'obstacles pour conduire une politique en faveur de la population et mettre en œuvre les propositions issues des

consultations", indique Moïse Katumbi sur son compte Twitter .

Au terme d'une séance plénière électrique et agitée à la chambre basse du parlement, 483 députés ont pris part à la plénière consacrée à l'examen et vote des pétitions à charge des 6 membres du bureau. Sur ces 483 députés, 281 ont voté pour le départ de Mabunda, 200 ont voté contre, un s'est abstenu et un vote nul a été enregistré.

Djodjo Vondi

Le PPRD reconnaît la défaite du FCC

Quelques heures après la destitution de Jeanine Mabunda à l'Assemblée nationale, le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) a appelé, à travers son compte Twitter, ses cadres et militants à plus de courage.

«Courage camarades. On ne gagne pas à tous les coups. Redressons nos têtes rapidement. La douleur est profonde, mais elle ne doit pas nous ébranler. Continuons la lutte, chers soldats.», constate-t-on sur le compte twitter officiel du PPRD.

La désormais ancienne présidente de l'Assemblée nationale, et présidente de la ligue des femmes du PPRD, Jeanine Mabunda, a été destituée à l'issue de la pétition à son encontre qui a obtenu 281 voix favorables des élus nationaux.

Plusieurs griefs était mis à charge de Mabunda Lioko notamment l'opacité dans la gestion financière de cette chambre basse du Parlement. avec MCP